

canadienne, a passé en revue officiellement les principaux éléments nouveaux de la politique des États membres de l'OCDE en matière de pêche.

#### **BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)**

La BERD, qui a son siège social à Londres, a été inaugurée officiellement du 15 au 17 avril 1991, après un an de préparatifs auxquels le Canada a participé activement. La mission de la BERD est de faciliter la transition des pays de l'Europe centrale

et de l'Europe de l'Est vers l'économie de marché et la démocratie. L'avoir du Canada dans la Banque est de 3,4 %, ce qui lui assure un siège au conseil d'administration. Le ministre des Finances agit à titre de gouverneur de la Banque et son substitut est le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les questions qui intéressent le Ministère tout particulièrement sont celles qui touchent aux débouchés commerciaux et aux occasions d'investissement pour les entreprises canadiennes, ainsi que celles qui se rapportent à la politique de la Banque en matière d'environnement et de droits de la personne.

### **AFFAIRES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE FINANCES ET D'INVESTISSEMENT**

#### **SOMMET ÉCONOMIQUE ANNUEL**

Le Sommet économique de Houston, qui a eu lieu en juillet 1990, a surtout mis l'accent sur trois dossiers : l'URSS, les échanges et l'environnement. Les autres questions abordées incluent l'accession à la démocratie, les relations avec les pays en développement, l'endettement et les stupéfiants.

Les chefs d'État présents au Sommet ont répondu à une lettre du président Gorbatchev, de l'URSS, qui cherchait à établir le dialogue. Ils ont demandé que d'ici la fin de 1990 le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'OCDE et le président désigné de la BERD, en collaboration avec la Commission de la Communauté européenne, entreprennent une étude détaillée de l'économie de l'Union soviétique, afin de présenter des recommandations de réforme. L'étude doit en outre fixer les critères permettant à l'aide économique occidentale d'appuyer ces réformes efficacement.

L'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales s'est vu accorder la priorité absolue dans le programme économique international. Les chefs d'État présents au Sommet ont fait savoir clairement qu'il était essentiel de débloquer le dossier de l'agriculture mondiale et qu'ils prendraient les décisions politiques nécessaires, si difficiles soient-elles, pour atteindre des résultats concrets et durables dans tous les secteurs de négociation. Les chefs d'État ont en outre convenu de l'opportunité de se pencher sur l'idée d'une organisation internationale du commerce à la fin des négociations.

Les chefs d'État se sont déclarés en faveur de la Deuxième conférence mondiale sur le climat et de la

ratification des grandes lignes d'une convention sur les changements climatiques d'ici 1992. Ils ont en outre convenu de négocier une convention mondiale sur les forêts. Les initiatives canadiennes sur les indicateurs environnementaux, les sources terrestres de pollution littorale, la surpêche et l'éco-étiquetage (inclusion à titre volontaire d'information environnementale sur les biens de consommation) ont été reconnues et incluses dans le communiqué.

Les chefs d'État présents au Sommet ont célébré le rétablissement de la démocratie en Europe centrale et en Europe de l'Est, ainsi qu'un peu partout dans le monde, et ont exprimé leur détermination à aider les autres peuples à réaliser et à maintenir la prospérité économique et la liberté politique. Les chefs d'État ont signalé que les perspectives de rapprochement avec la Chine seraient améliorées par une nouvelle réforme économique et politique, notamment dans le domaine des droits de la personne.

La Déclaration sur les questions transnationales a réitéré la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et faisait état des préoccupations suscitées par la menace que fait peser sur la sécurité internationale la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que des systèmes de lancement d'engins à missiles balistiques.

#### **ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT**

La Direction de l'énergie et de l'environnement a participé activement à une grande variété de conférences et de négociations. Les plus importantes sont les suivantes : la Réunion d'examen du Protocole de Montréal relatif à l'ozone (Londres, juin 1990),